

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1977)
Heft: 395

Artikel: Le milieu Cincera
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1018551>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 12.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le milieu Cincera

Au long des procédures judiciaires, « l'affaire » Cincera perd progressivement de sa véritable couleur. En fait, le silence s'installe. Et pourtant, au-delà des faits dévoilés par Manifeste démocratique, c'est tout un milieu que l'on a pu entr'apercevoir, qui gravite autour du lieutenant-colonel. Quelques semaines pendant lesquelles les masques sont tombés, où certaines associations patriotiques ont manifesté de leurs aspirations réelles, où des parentés d'esprit se sont révélées à travers la Suisse entière.

La rédaction du mensuel « Focus » (numéro 82, février 1977) a tenté de renouer les fils, de mettre à jour les réseaux d'amitiés, d'expliquer les connivences, pour faire le portrait, en définitive, d'un « milieu Cincera ». Comment croire en effet que cet activiste anti-communiste est parvenu à remonter seul le courant, à trouver les fonds nécessaires pour lancer, par voie de placards publicitaires et d'articles divers (sans compter une pléiade de lettres de « lecteurs ») une des campagnes d'« information » les plus denses que l'on ait vues en Suisse ces dernières années ?

En cherchant bien (et là, la méthode d'investigation de « Focus » est exemplaire), les zones d'ombre entretenues autour de Cincera disparaissent, et s'explique pourquoi les radicaux zurichois se rangeaient bientôt bruyamment derrière Cincera alors que la « Neue Zürcher Zeitung » (organe par excellence du radicalisme) se montrait pour le moins réticente, pourquoi la presse Ringier se plongeait avec délices dans l'« affaire » tandis que la presse Frey restait discrète, pourquoi le Parti démocrate-chrétien brillait par son absence dans la discussion tandis que l'UDC et les amis de Schwarzenbach applaudissaient à tout rompre l'entreprise de « lutte contre la subversion », pourquoi le conseiller fédéral Gnägi défendait les intérêts de son département alors que le Conseil fédéral, lui, était à la tâche pour élaborer une réponse à une petite question déposée sur le sujet au Parlement, pourquoi, après une semaine

de silence, les partisans de Cincera ont repris l'offensive, d'abord timidement, puis par le biais d'une offensive monstre dans les courriers de lecteurs des journaux de la Suisse entière (« Focus » localise le canton d'où partent la totalité de ces lettres de lecteurs et finit par dévoiler les activités de l'Association patriotique argovienne, tout entière à la dévotion de Cincera, grâce au travail obstiné d'un marchand de cigares), pourquoi l'« affaire » a été en définitive plutôt favorable à Cincera, lui permettant de conquérir plus rapidement que prévu les troupes de Schwarzenbach, de plus en plus tentées par cet « homme à poigne », pourquoi l'industrie de la construction et des machines (les relais dans le monde bancaire et des affaires ne manquent pas par ailleurs) est le terrain de prédilection de recrutement de Cincera. Pour la gauche, le signal d'alarme est tiré.

Oui à la cinquième

Est-ce une véritable surprise ? La cinquième initiative xénophobe, celle qui porte sur le nombre des naturalisations admissibles par année dans notre pays, celle-là même qui fera l'objet d'une consultation populaire le 13 mars prochain, cette initiative, à en croire les intentions de vote recueillies lors d'un sondage organisé la semaine dernière (voir « Blick », 11.2.77), a les faveurs d'une majorité de Suisses et de Suissesses...

Certes, la campagne proprement dite n'a pas encore commencé, et les diverses formations et groupes de pression en sont encore aux prises de position; certes, les résultats de sondages effectués si longtemps avant la votation proprement dite sont à accueillir sous toute réserve. La révélation de ce climat n'en est pas moins un sérieux sujet de réflexion. On doit admettre que la fragilité de l'argumentation économique développée lors du vote sur les premières propositions de Schwarzenbach et de ses disciples étant aujourd'hui manifeste, il manque à une majorité de citoyens les bases nécessaires pour résister aux sirènes xénophobes.

Cela dit, l'amorphisme des principaux partis sur le sujet reste inquiétant. A croire qu'un « oui » ne dérangerait personne !

GENÈVE

Hôtel Métropole: ce n'est qu'un début

Le résultat a été net, ce dimanche, au bout du lac. Le vieil hôtel Métropole, sur les quais, subsistera. Certes, l'alliance qui a réussi à tenir en échec les autorités municipales est hétérogène : organisations de protection du patrimoine souvent plus soucieuses du sort des vieilles pierres que de celui des habitants, hôteliers craignant la concurrence d'un établissement agrandi et moderne (l'hôtel Métropole a toujours été d'un rapport intéressant pour la ville), et de nombreux Genevois excédés par le rythme de transformation de leur cité.

Malgré cela, le résultat enregistré est important pour deux raisons au moins. Il est un sérieux avertissement au Conseil administratif qui semble de plus en plus se conformer au modèle urbanistique dicté par le secteur privé. Il traduit aussi l'impatience grandissante des habitants à l'égard de la promotion immobilière privée, une promotion qui par définition échappe, dans ses tenants et aboutissants, à la majorité de la population.

Car le Métropole n'est plus qu'un cas, symbolique bien sûr, parmi d'autres. Si le visage de la ville se transforme au gré de la spéculation, c'est d'abord sous l'impulsion des milieux privés, mais avec la bénédiction bienveillante des autorités municipales et cantonales, des multiples commissions qui sont censées diriger positivement cette évolution.

La politique du coup par coup ne suffit plus, pas plus que le rejet des seuls projets officiels soumis au suffrage populaire. C'est maintenant une politique d'ensemble qui est nécessaire. Et l'initiative socialiste pour la protection de l'habitat contre les démolitions abusives vient à point pour prendre le relais.